

Pétitions

Je prends vos remarques très au sérieux, monsieur le Président, et surtout votre appel en faveur d'un comportement civilisé. Comme je dois être le premier à observer ces règles à titre de premier ministre, je m'excuse auprès de mon honorable ami.

Des voix: Bravo!

M. Kaplan: Monsieur le Président, je peux accepter des excuses courtoises, mais la lettre qui m'a été envoyée et dont la teneur est publique montre clairement que le premier ministre me considère toujours responsable du versement, et ce n'est pas ce que j'appelle des excuses.

M. Nunziata: Retirez la lettre.

M. Mulroney: Monsieur le Président, si c'est la lettre d'excuses que j'ai envoyée en toute bonne foi à mon honorable ami qui pose des problèmes, je suis prêt à retirer cette lettre.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

AFFAIRES INDIENNES ET DÉVELOPPEMENT DU NORD CANADIEN—2^e RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT

M. Stan Schellenberger (Wetaskiwin): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le deuxième rapport du comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien.

[Français]

POLITIQUE ET PROGRAMMES DE LANGUES OFFICIELLES—1^{er} RAPPORT DU COMITÉ MIXTE PERMANENT

M. Gabriel Desjardins (Témiscamingue): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter le premier rapport du comité mixte permanent du Sénat et de la Chambre des communes de la politique et des programmes de langues officielles.

[Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux d'aujourd'hui au sujet des rapports précités.]

* * *

PÉTITIONS

LA RÉALISATION D'UNE RÉSIDENCE POUR PERSONNES ÂGÉES

M. Marcel R. Tremblay (Québec-Est): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre une deuxième pétition provenant de ma belle circonscription de Québec-Est. Elle a été signée par des personnes de la paroisse Saint-François d'Assise qui réclament que la Commission des écoles

catholiques de Québec consente à la réalisation d'une résidence pour personnes âgées sur un terrain vacant de la 1^{re} avenue à Limoilou, Québec.

Monsieur le Président, je vais acheminer une copie de ce dossier avec des signatures au ministre responsable pour assurer un suivi au projet.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. Paul Dick (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur le Président, on répondra aujourd'hui aux questions n^{os} 342 et 369.

[Texte]

AMWAY DU CANADA LIMITÉE

Question n^o 342—**M. Althouse:**

Le ministère du Revenu national a-t-il conclu une entente avec Amway du Canada Ltée après avoir demandé le paiement de 105 millions de dollars en droits de douane et taxe de vente non payés et en pénalités pour les années 1977 à 1980 et, dans l'affirmative, quelles en sont les modalités?

L'hon. Perrin Beatty (ministre du Revenu national): Aucune entente n'a été conclue entre le ministère du Revenu national et Amway du Canada Limitée. Le ministère cherche toujours à récupérer le montant de 105 millions de dollars. L'affaire a été déferée au ministère de la Justice avec instruction de procéder devant la Cour fédérale (Division de première instance) pour recouvrement.

LA LOI SUR LES NORMES DES PRESTATIONS DE PENSION

Question n^o 369—**M. Young:**

1. Au cours de chacune des cinq dernières années, combien de demandes le Département des assurances a-t-il reçues de commanditaires de régimes de pensions désireux de recouvrer des surplus des régimes enregistrés en vertu de la Loi sur les normes des prestations de pension et combien a) de demandes ont été approuvées, b) a-t-on recouvré au total en surplus?

2. Combien les commanditaires de régimes de pensions prévoient-ils recouvrer des régimes de pensions enregistrés en vertu de la loi?

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)):

Département des Assurances

1 et 2. Année	N ^o de demandes	N ^o de demandes approuvées	Montant de recouvrement en surplus demandé	Montant de recouvrement en surplus approuvé
			\$	\$
1980	1	1	93,806	93,806
1981	1	1	1,365,700	1,365,700
1982	4	4	3,919,825	3,919,825
1983	6	5	5,928,105	5,586,080
1984	11	11	47,269,849	27,328,856
1985 (à ce jour)	0	0	0	0
Totaux	23	22	58,577,285	38,294,267